

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Pénal, article R 610.5,

Vu le Code de la Route,

Considérant que lors de travaux de réfection de chaussée, il convient afin d'assurer la bonne exécution du chantier et la sécurité des usagers, de réglementer temporairement la circulation et le stationnement boulevard Farman,

### ARRETE

#### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

En raison de travaux de réfection de chaussée, effectués par l'entreprise COLAS et ses sous-traitants, sur le boulevard Farman dans sa portion comprise entre la Résidence « Chêne » et son intersection avec la rue des Mésanges, la circulation sera :

- \* soit maintenue à sens unique mais rétrécie au niveau des travaux,
- \* soit interdite sauf aux riverains.

Lorsque la circulation sera interdite, une déviation sera mise en place par l'avenue du Perlic, le boulevard de l'Europe et le chemin Salié,  
à partir du 11 avril 2023 jusqu'à la fin des travaux.

#### ARTICLE 2<sup>ème</sup> :

L'arrêt et le stationnement seront interdits et considérés comme gênants au droit des travaux, le non respect des ces dispositions entraînera la mise en fourrière des véhicules en infraction, à partir du 11 avril 2023 jusqu'à la fin des travaux.

#### ARTICLE 3<sup>ème</sup> :

La vitesse de circulation sera réduite à 30 km/h et le dépassement interdit aux abords et au niveau des travaux .

#### ARTICLE 4<sup>ème</sup> :

Ces dispositions seront portées à la connaissance du public au moyen d'une signalisation réglementaire mise en place par la société chargée des travaux.

#### ARTICLE 5<sup>ème</sup> :

Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, Monsieur le Chef de la Police Municipale, Monsieur le Chef de la Police Intercommunale et les agents placés sous leurs ordres sont, chacun en ce qui les concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté peut être contesté :

- par un recours gracieux auprès du Maire de LONS dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet,
- par un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Pau, soit par envoi sur papier de la requête ou le dépôt sur place au Tribunal (Villa Noulibos - 50, Cours Lyautey 64010 Pau CEDEX), soit par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication ou du rejet du recours par l'administration,
- par la saisine du Préfet des Pyrénées-Atlantiques en application de l'article L. 2131-8 du Code général des collectivités territoriales, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication.

#### ARTICLE 6<sup>ème</sup> :

Une ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- S.D.I.S, pour information,
- ODP, pour information,
- CDAPBP, pour information,
- Direction Opérationnelle de la collecte des déchets, pour information,
- STAP, pour information,
- Entreprise COLAS et ses sous-traitants, pour notification,
- Services Techniques Municipaux,
- Monsieur le Chef de la Police Intercommunale,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale.

FAIT A LONS le 28 mars 2023

Le Maire



Nicolas PATRIARCHE

Maire de la Commune de LONS  
Pyrénées-Atlantiques